

Communiqué *juin 2021*

PROJET DE MODERNISATION DES FONCTIONS SUPPORT : LES PERSONNELS ADMINISTRATIFS SONT TRÈS ANGOISSÉS !!!

L'UNSA Aviation Civile a toujours été très réticente à un projet de réforme qui vise depuis le début et sans ambiguïté à **supprimer 17 % des effectifs support de la DGAC**.

Depuis quelques mois, les agents sont très inquiets sur l'avenir de leurs missions ainsi que sur l'évolution de leur travail. Ils ont le sentiment extrêmement désagréable d'avoir une épée de Damoclès au-dessus de leur tête. Faire mieux avec moins, est-ce possible ? Au final, quel sera le gain réel ? Nous avons interrogé de nombreux personnels administratifs et techniques des sites concernés par la réforme : ce projet offre vraiment peu de visibilité, avec une impossibilité pour les personnels de se projeter sur l'avenir ! Et pour tout dire, une peur réelle que le service rendu ne soit plus de qualité.

Cette réorganisation va-t-elle être pérenne ? Que va-t-il encore se passer dans 5 ans quand les 17 % d'effectifs auront été supprimés ? Une autre réforme va-t-elle poindre le bout de son nez pour diminuer encore les effectifs ? Jusqu'où ? Jusqu'à l'extinction de l'espèce ? Et « en même temps », on évoque une prochaine réforme qui pourrait relever de deux ans l'âge légal de départ en retraite. Des agents seront donc contraints de rester plus longtemps au travail, contre leur gré : ambiance !

La démotivation est immense dans nos rangs. En effet, le risque d'être reversé dans des structures informelles avec des distances entre sites parfois énormes, ne peut susciter aucune adhésion de la part des personnels administratifs B et C.

En plus de dix ans, nous avons tous connu des réformes couperet telles que la RGPP et la MAP. Le dernier protocole social protecteur (2016-2019) nous a épargnés, mais à présent, l'année 2021 est celle de toutes les angoisses alors que nous sommes encore fragilisés par cette longue crise sanitaire.

De l'aveu de beaucoup d'agents, nous ne reconnaissons plus la DGAC dans laquelle nous avons adoré travailler et qui désormais nous considère uniquement comme des variables d'ajustement dans le cadre d'un affichage budgétaire.

Cette réforme à marche forcée sera normalement présentée dans quelques jours au CTR DGAC.

De nombreux GT et webinaires continuent d'être organisés mais nous craignons qu'ils tiennent plus lieu de simples présentations que de lieux d'authentiques débats qui pourraient modifier cette réforme.

Un dialogue social de façade n'est bon pour personne.

Notre administration se soucie-t-elle, d'ores et déjà, de la qualité de vie au travail de ses agents à l'issue de ces transformations annoncées ?

Nous demandons que ce calendrier démentiel, qui ne peut pas susciter l'adhésion des personnels concernés ou de leurs représentants syndicaux, soit reporté.

*Plus que jamais, adhérez à l'UNSA-Administratifs pour défendre vos droits.
Retrouvez toutes nos informations sur notre site : www.unsa-administratifs.org*